

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

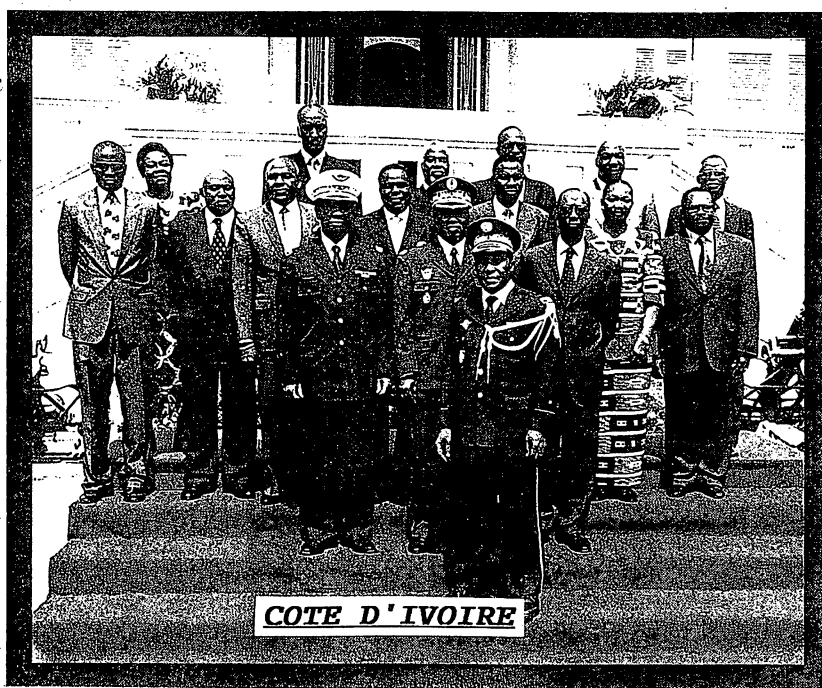
UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 18 AVRIL 2 000

N° 276

PRIX 4 FF.



LES 100 JOURS

DE LA JUNTE AU POUVOIR

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

é d i t o r i a l

Page 2
Editorial

COTE D'IVOIRE

**LES 100 JOURS
DE LA JUNTE AU POUVOIR**

Page 4
Sénégal: Avec Wade
comme avec Diouf,
c'est toujours la
défense des intérêts
capitalistes.

Cent jours après le coup d'Etat, quel est donc
le bilan ? Tout dépend évidemment du point de vue
que l'on adopte.

Page 6
Zimbabwe: L'occupa-
tion des fermes, une
manoeuvre démagogique
du gouvernement.

Côté bailleurs de fonds et autres pays
impérialistes, ils ne peuvent pas trop se plaindre.
Après quelques faux pas très vite corrigés, le
gouvernement actuel a vite fait de reconnaître les
vrais maîtres. Même les 18 milliards de l'Union
européenne détournés, qui avaient pourtant fait
tant de tapage, symbolisant la rapine du pouvoir de
Bédié, ont été paraît-il "remboursés". Ou plus
exactement, l'Etat ivoirien se serait "remboursé"
lui-même en remettant cette somme là où elle était
destinée, au ministère de la santé.

Page 8
Ethiopie: la sèche-
resse n'est pas la
seule responsable de
la catastrophe.

Côté ex-dignitaires du pays, ceux-là mêmes qui
avaient été renversés, là aussi, après quelques
maladresses du nouveau pouvoir, sous la pression,
il faut le dire, des militaires du rang, les choses
sont très vite rentrées dans l'ordre. Ceux-là
mêmes qui avaient dilapidé les caisses de l'Etat ou
qui en avaient été les complices sont aujourd'hui,
sinon au pouvoir, en tant que "conseillers", du
moins, continuent de parader, comme par le passé,
dans leurs grosses voitures. Rien ne semble avoir
changé pour ces derniers. Grâce à leur argent
amassé durant 40 ans de pouvoir, ils sont
aujourd'hui "dans les affaires". Oh, il y a bien eu
une demi-douzaine de ces ex-dignitaires sacrifiés,
dans l'opération "main propre". Mais c'était, comme
on l'a vu, plus de la réclame qu'autre chose. Ce
sont juste quelques sous-fifres qui ont été
"sacrifiés". Les anciens préfets, ministres,
parlementaires, PDG de sociétés d'Etat et autres
détourneurs de fonds publics sont toujours là,
sinon au pouvoir, du moins dans les allées du
pouvoir. Bédié, lui-même, serait en train de
négocier son retour au pays pour se présenter, dit-
on, aux prochaines élections présidentielles. Vrai
ou faux ? Le seul fait que ces rumeurs courent
montre que ces gens-là n'ont pas grand-chose à
craindre du nouveau pouvoir.

Page 9
Ouganda: Proliféra-
tion de sectes
tueuses...

Page 10
Tunisie: Mort de
Bourguiba

ABONNEMENT
FRANCE:

1 an: 85 FF
Le paiement se fait
uniquement en liquide
ou en timbres-postes
courants.

ETRANGER :
Même tarif mais
uniquement en cou-
pons-réponses inter-
nationaux.

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 -CLICHY Cedex

Côté bourgeoisie locale, après les premières
frayeurs du coup d'Etat, Robert Gueïl'a très vite
rassurée. Surtout quand il a annoncé qu'il ne sera

"pas question d'augmentation des salaires" pour les travailleurs, comme pour dire aux patrons "vous pouvez continuer à exploiter comme par le passé, messieurs les capitalistes".

Enfin, du point de vue de la classe ouvrière et de la population pauvre, les choses n'ont pas non plus changé. Si les travailleurs ont obtenu quelques petites améliorations de salaires, ce fut, comme par le passé, le résultat de leurs propres luttes. Or, des luttes, des grèves des travailleurs, il y en a eu bien quelques-unes depuis le coup d'Etat, avec la faille ouverte par les militaires du rang. Mais les résultats obtenus par ces grèves sont somme toute mineurs, conformes au rapport des forces entre la bourgeoisie rassurée par le soutien du pouvoir en place d'une part, et le morcellement des luttes des travailleurs eux-mêmes d'autre part. Personne, aucun parti politique, aucun syndicat n'a appelé à une lutte d'ensemble, généralisée, qui seule pouvait faire fléchir et la bourgeoisie et le gouvernement en place.

On a vu comment ce pouvoir vient de donner une fin de non recevoir, même aux enseignants "raccrochés" (leurs salaires étaient bloqués depuis 1991, ils venaient d'observer récemment une grève).

Si le nouveau gouvernement a annoncé depuis Yamoussoukro, réuni

justement pour faire le bilan de ses 100 jours de pouvoir, la suppression des voitures de fonction, du téléphone, etc, des dignitaires du gouvernement, c'est apparemment par pur calcul contre les travailleurs. L'objectif visé n'est apparemment pas de priver tout ce gratin de quelques avantages dûs à leur fonction. Mais plutôt de pouvoir mieux refuser, ou limiter au minimum, toute sollicitation venant des petits fonctionnaires et des travailleurs du secteur privé lors du premier mai prochain. Nombreux sont en effet les travailleurs qui ont encore bien des illusions envers le nouveau pouvoir. Beaucoup pensent que si rien n'a été fait jusque-là pour eux, c'est peut-être en attendant le 1er mai. Maintenant, avec ces quelques restrictions annoncées en grande pompe, Gueï pourra leur dire : "messieurs, s'il y avait de l'argent, vous croyez que nous aurions pris toutes ces mesures de restrictions budgétaires" ?

Ce qui est sûr, c'est que lors du 1er mai prochain, même si Gueï faisait un petit geste dans le sens de donner quelque chose, comme Houphouët, puis Bédié avant lui, ce sera tout juste des miettes. Certainement pas à la hauteur des attentes, ni des besoins réels des travailleurs. Ceux-ci n'ont rien à attendre d'aucun pouvoir. Les travailleurs n'auront que ce qu'ils seront capables d'imposer par leurs luttes.

COTE D'IVOIRE

QUAND GBAGBO DIT QU'IL EST "CHOQUÉ"

Gbagbo a déclaré qu'il était "choqué que quelqu'un qui a été vice-gouverneur de la BCEAO et fonctionnaire au FMI au titre de la Haute-Volta soit candidat".

Par contre, il n'a nullement été "choqué" de la candidature de Bédié, cet escroc et affairiste notoire prêt à entraîner le pays dans la barbarie pour se maintenir au pouvoir. Il n'a pas non plus été

choqué d'aller rendre visite à ce même Bédié à son domicile à Paris pour "s'enquérir de sa santé".

Il fréquente tous ces personnages puants de l'ancien régime et entonne avec eux des refrains xénophobes sans que cela ne le "choque". Vraiment il y en a qui n'ont pas le nez sensible aux odeurs nauséabondes de la pourriture politique!

SENEGAL**AVEC WADE COMME AVEC DIOUF
C'EST TOUJOURS LA DEFENSE
DES INTERETS CAPITALISTES**

Un des reproches qu'Abdoulaye Wade, lorsqu'il était dans l'opposition, faisait à Abdou Diouf était que celui-ci gaspillait l'argent de l'Etat notamment par la création du Sénat. Mais à peine arrivé au pouvoir, Wade prouve que lui aussi sait gaspiller l'argent des contribuables en mettant sur pied un gouvernement pléthorique constitué de 27 ministres en plus du poste de premier ministre et de celui du directeur de cabinet présidentiel qui a rang de ministre

moindres, sont issus de précédents gouvernements d'"union nationale" auxquels Wade lui-même a participé deux fois. Le premier ministre, Moustapha Niassé a été durant plusieurs dizaines d'années membre du PS de Diouf. Il avait déjà occupé pour une courte période le poste de premier ministre, puis celui des Affaires étrangères avant de claquer, en 1999, la porte du PS pour des raisons d'ambition personnelle. Il comptait devenir le "dauphin" de Diouf mais la place a été offerte à Tanor Dieng. C'est alors seulement qu'il a fondé son propre parti, l'AFP (Alliance des forces du progrès). Lors du premier tour de l'élection présidentielle de février 2000, il a obtenu un score de près de 17%. C'est en échange de son ralliement à Wade pour le deuxième tour qu'il a décroché le poste de premier ministre.



Diouf et Wade au lendemain
de l'élection présidentielle

d'Etat. Soit un nombre plus important de postes ministériels que sous Diouf. Près d'un tiers des postes ont été donnés aux membres du PDS et le reste partagé entre les partisans de Moustapha Niassé, ceux des autres partis politiques qui avaient soutenu dès le premier tour la candidature de Wade et quelques-uns à des personnalités proches de l'ancien régime.

Une grande partie de cette nouvelle équipe gouvernementale n'a en réalité de "nouveau" que le nom. La plupart des ministres, et non des

Parmi les nouveaux arrivants il y a, entre autres, le leader de And-Jef, Landing Savané, un ancien maoïste reconverti à l'économie de marché. Il est censé apporter sa caution de "gauche" à l'équipe gouvernementale. Il a hérité du portefeuille de l'industrie, de l'artisanat et des mines.

A part quelques têtes qui ont disparu, il n'y a en réalité rien de particulièrement nouveau au gouvernement et encore moins pour ce qui concerne l'ensemble de l'appareil d'Etat. C'est le même personnel politique qui assure la continuité de l'Etat pour servir toujours les mêmes intérêts du système capitaliste, dont Wade lui-même est un farouche partisan déclaré puisqu'il ne cache pas qu'il est pour le libéralisme capitaliste. Mais par ses discours démagogiques à l'encontre du pouvoir de Diouf et du monopole exercé par le PS au sein de l'appareil d'Etat, il avait

trouvé un certain écho favorable au sein de la population déshéritée des banlieues populaires de Dakar. Mais sa victoire électorale est due en grande partie au fait qu'une partie importante de la population des quartiers pauvres, plus particulièrement les jeunes, avait ras-le-bol de Diouf, au pouvoir depuis 20 ans, et sous lequel le niveau de vie de la population s'est

beaucoup dégradé. Un certain nombre de ces laissés-pour-compte ont plus ou moins cru au "sopi" (changement en Wolof) de Wade. Malheureusement, leur espoir sera vain. Car les exploités comme tous les exclus du système capitaliste n'ont rien, mais absolument rien de bon à attendre de ce politicien bourgeois qui n'aura d'égard que pour les intérêts des exploités.

SENEGAL

LES JEUNES AU CHOMAGE N'ONT RIEN A ATTENDRE DE WADE

A peine élu, Wade met les pendules à l'heure au cas où certains parmi les jeunes au chômage auraient cru comprendre durant la campagne électorale qu'il allait leur procurer du travail. C'est ainsi que lorsqu'un journaliste lui demande : "Comment allez-vous vous y prendre pour offrir des emplois à tous ces jeunes désœuvrés qui ont voté pour vous ?", la réponse est : "Je ne leur ai pas promis des emplois, mais j'envisage de les entraîner dans la dynamique d'emplois. Il est exclu de recruter à tour de bras dans la fonction publique." Tout ce qu'il envisage c'est de "développer l'apprentissage pour occuper les jeunes" ou de les envoyer reboiser les forêts dévastées. Et encore tout cela n'est qu'un vague projet, c'est-à-dire du vent.

Autant dire que les jeunes des milieux défavorisés n'ont pas

grand-chose à espérer de Wade. Ils sont pourtant des dizaines de milliers, à Thiaroye, Rufisque, Pikine et autres banlieues populaires de Dakar qui n'ont ni travail ni ressource pour vivre. Nombreux sont ceux qui parmi eux ont dansé et chanté lors de la victoire électorale de Wade. Le soir de l'annonce du résultat électoral du deuxième tour, certains d'entre eux sont même venus à pied jusqu'au Point E, là où réside Wade, pour participer à la fête. Mais demain, si déçus de leur espérance, ces mêmes jeunes se mettaient en colère, Wade n'hésiterait pas à leur envoyer les policiers avec les gaz lacrymogènes. Et l'idée de les envoyer faire du reboisement à l'intérieur du pays serait en réalité une manière de les éloigner des centres urbains où ils pourraient devenir le fer de lance de la future contestation contre son pouvoir.

QUAND WADE PARLE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Abdou Diouf peut couler des jours tranquilles. Wade lui a promis qu'aucune poursuite ne sera engagée contre lui et contre les membres de sa famille. Et pour lui montrer qu'il n'avait aucun esprit revanchard à son égard, Wade est allé rendre une visite de courtoisie à la mère de Diouf. De plus il a demandé à Diouf de le représenter au Caire lors du sommet euro-africain.

La passation du pouvoir s'est déroulée en toute civilité. Diouf a félicité Wade pour sa victoire et Wade lui a rendu la pareille pour son "fair play". Il a déclaré que tous les deux méritent le prix Nobel de la paix. Voilà pour les mondanités.

Finie donc l'époque où Wade accusait le PS avec Diouf à sa tête

de puiser dans les caisses de l'Etat. Finie l'époque où Niasse, l'actuel premier ministre, comparait l'ancienne clique au pouvoir à un "clan maffieux", auquel lui-même faisait partie.

Mais tout de même, pour faire croire que la lutte contre la corruption fait partie de son programme, Wade a mis en garde quelques anciens barons du PS, notamment ceux qui eux avaient la haute main sur les grandes entreprises d'Etat. Il s'agit entre autres des dirigeants du Port

autonome de Dakar, de la Loterie nationale, de la Régie des Chemins de fer. Ils sont consignés à ne pas quitter le Sénégal avant les audits de leur comptabilité. Même ceux-là, ont eu la l'assurance qu'ils ne seront inquiétés que s'ils ont commis des malversations depuis la défaite de Diouf. A ce rythme, la "lutte contre la corruption" risque de connaître le même sort que celui de la "politique de création d'emplois". Tout au plus on brandira un ou deux noms, histoire de faire croire que le nouveau pouvoir fait quelque chose.

ZIMBABWE

L'OCCUPATION DES FERMES UNE MANOEUVRE DEMAGOGIQUE DU GOUVERNEMENT

Ces derniers jours, la presse a parlé d'une "vague d'occupation des terres des Blancs" ou de "la peur des fermiers blancs" dont certains commenceraient à quitter le Zimbabwe. Aux dernières nouvelles, il y aurait un fermier blanc tué, provoquant un début de panique. Après vingt ans de pouvoir, le parti nationaliste de Robert Mugabe, la ZANU (Union nationale africaine du Zimbabwe - Front patriotique), se décide-t-il enfin à tenir sa promesse de redistribuer des terres sur la base de laquelle il a mobilisé ses partisans dans la lutte pour l'indépendance ?

A la fin du mois de février dernier, l'Association des anciens combattants du Zimbabwe (qui avaient participé à la guerre d'indépendance dans les années 70) a commencé à "occuper" des fermes "appartenant" aux Blancs. C'est un mouvement initialement pacifique consistant à s'introduire dans une ferme et à négocier avec le propriétaire blanc la signature d'une attestation par laquelle celui-ci s'engage à partager ses terres avec des paysans noirs. Près d'un millier sur 4.500 fermes seraient déjà "occupées" de cette manière par ladite association

avec l'approbation du président zimbabwéen. C'est ce qui explique la non intervention de la police, malgré la décision de la Cour de justice d'expulser des fermes ces "anciens combattants" appelés aussi "vétérans".

Au Zimbabwe comme en Afrique du sud, le problème du partage des terres se pose depuis plus d'un siècle, c'est-à-dire depuis la fin du 19ème siècle où les colonisateurs avaient exproprié les paysans noirs. Depuis cette période, la population pauvre n'aspirait pas seulement à la fin de l'oppression raciale, mais aussi à un changement social qui se traduirait entre autres par une réforme agraire. C'est d'ailleurs en promettant la redistribution des terres aux paysans que des partis nationalistes comme la ZANU-PF ont pu trouver une base sociale sur laquelle ils s'étaient appuyés dans leur lutte pour l'indépendance.

Mais depuis que le parti nationaliste de Robert Mugabe est arrivé au pouvoir en 1980, il n'a tenu aucune de ses promesses. Pire, une petite partie des terres que son gouvernement a rachetées au nom des paysans grâce à l'aide

internationale n'ont pas été attribuées à ceux-ci, mais aux ministres et autres dignitaires du régime. Selon certains journaux, 70% des terres cultivables sont détenues par une infime minorité de fermiers blancs dans un pays qui compte plus de 11 millions d'habitants.

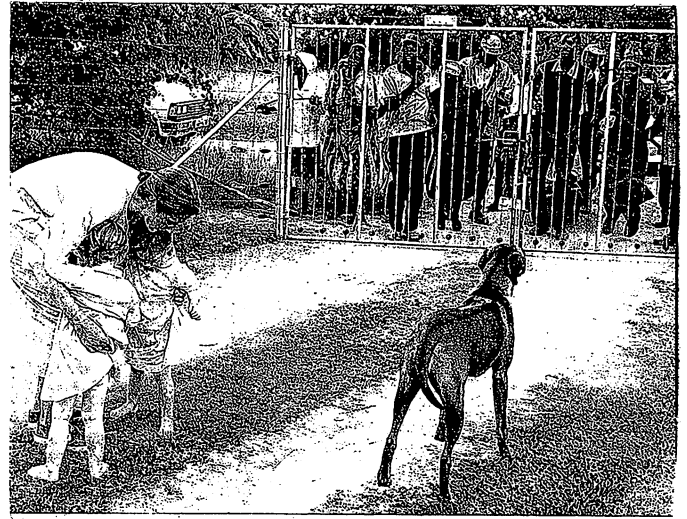
Tout comme dans les campagnes, il y a aussi dans les villes une concentration des richesses entre les mains des Blancs, comme l'a rapporté un journal : "L'avènement de la majorité noire n'a pas empêché la minorité blanche de préserver, quasiment intacts, tous ses privilèges. Et les quelque 100.000 Blancs (1% de la population) qui sont restés au Zimbabwe après l'indépendance continuent de dominer les principaux secteurs de l'activité économique - tabac, mines, banques, agriculture - et vivent dans des maisons spacieuses avec piscines et cours de tennis".

A l'inverse, même si la petite bourgeoisie noire a profité de l'indépendance pour améliorer son sort, il y a un accroissement du chômage (touchant au moins la moitié de la population) et de la misère pour la majorité noire. Cette situation sociale catastrophique n'est pas seulement due à la crise économique, mais surtout à la politique des nationalistes qui ne s'attaquent pas à l'exploitation capitaliste.

Cette situation de misère entraîne un mécontentement grandissant de la population vis-à-vis du gouvernement corrompu et impopulaire. Cela s'est manifesté dans une certaine mesure lors du référendum constitutionnel de février dernier rejeté par 54,6% de "non", alors que le parti au pouvoir a organisé ces élections dans l'espoir de se faire plébisciter.

D'autres élections, législatives cette fois, sont prévues pour le mois de mai prochain. Le parti au pouvoir cherche donc à redorer rapidement

son blason. C'est pourquoi, il apporte son soutien à la campagne pour le repartage des terres menée par l'Association des anciens combattants qui lui est d'ailleurs politiquement proche.



Atroupement devant la grille
d'un fermier blanc

Mais il n'est pas dit que cette opération démagogique lui permette de garder une majorité élue au parlement. D'autant que devant les protestations de l'"opposition" et surtout du FMI et de la Grande-Bretagne (l'ancienne puissance coloniale) contre ce qu'ils appellent l'occupation "illégal" des terres, un des deux vice-présidents zimbabwéens a cédé en demandant l'évacuation des fermes occupées.

Peut-être que le vice-président en question a fait cette déclaration en son nom personnel. Mais il n'est pas impossible que celle-ci reflète la position d'une bonne partie du gouvernement lui-même. Si les pressions des grandes puissances sont très fortes, il pourra reculer en s'en servant comme d'un cache-sexe pour couvrir son manque de volonté politique à respecter son engagement : rendre aux paysans leurs terres volées par des colons. Ce ne sera d'ailleurs pas la

première fois que le gouvernement agira de la sorte, car il n'a pas l'intention de faire quelque chose en faveur des pauvres. Selon un témoignage rapporté par un journal, par exemple "en 1990, les fermes avaient été occupées pendant six mois par des paysans pauvres et des jeunes ruraux. C'est Robert Mugabe qui les avait convaincus d'arrêter le mouvement, avec la promesse d'une réforme agraire". Ce qui était une tromperie.

Eh! bien, ce mensonge du

gouvernement montre, s'il en était besoin, que le partage des terres qui est la moindre des choses et, d'une manière générale, l'amélioration des conditions de vie de la population dépendent avant tout des luttes de celle-ci. C'est pourquoi, les paysans pauvres, s'ils étaient mobilisés, pourraient par exemple aller au-delà de cette occupation de fermes plus ou moins téléguidée par le pouvoir. Ca sera déjà une façon plus efficace d'avoir réellement accès à la terre qui leur avait été confisquée.

ETHIOPIE

LA SECHERESSE N'EST PAS LA SEULE RESPONSABLE DE LA CATASTROPHE

Depuis quelques temps les journaux et la télévision parlent de la sécheresse et la famine qui frappent de nouveau l'Ogaden, dans le Sud-Est de l'Ethiopie. Déjà il y a quinze ans celles-ci ont sévi dans ce pays et il y a eu plus de 800.000 morts. Et cette fois-ci tout laisse penser que la catastrophe pourrait être de la même ampleur. Selon les estimations des observateurs, environ 8 millions de personnes seraient touchées. Et si une intervention ne se fait pas dans les jours à venir, ce sont d'autres régions de ce pays qui risquent d'être frappées par ces calamités. Des pays frontaliers comme la Somalie, le Kenya et le Soudan sont tout autant concernés.

Les populations de cette région semi-aride de l'Ethiopie sont des éleveurs de bétail. Elles ont perdu le peu de biens qu'elles possédaient. Les survivants et les rescapés se dirigent vers des centres urbains les plus proches. C'est ainsi que la petite ville de Godé de 40.000 habitants vient d'accueillir 20.000 rescapés. Et on estime à l'heure actuelle qu'il y a eu déjà plus de 400 morts.

On rend la nature responsable de cette situation. Certes, la

sécheresse y est certainement pour quelque chose. Ce dont on parle peu, c'est que dans tous les pays de la corne de l'Afrique il y a une instabilité politique depuis des années. En Somalie, pays frontalier avec l'Ethiopie, il y a toujours une guerre civile latente et les populations ne connaissent pas depuis longtemps de période de paix. La région Sud du Soudan connaît une rébellion contre le pouvoir central depuis très longtemps. Entre l'Ethiopie et l'Erythrée, la guerre dure depuis deux ans. Et toute l'économie de ces deux pays est entièrement transformée en économie de guerre. A tel point que selon certaines estimations, cette guerre coûterait environ un million de dollars par jour.

Alors comment s'étonner que la sécheresse qui sévit pourtant depuis deux ans en Ogaden est le cadet des soucis du gouvernement de Meles Zenaoui.

Les pays impérialistes ont aussi leur part de responsabilité. Ils ont les moyens de venir en aide très efficacement. Mais comme leurs intérêts ne sont pas en cause, après avoir laissé ces populations dans la détresse, ils interviennent en apportant une aide qui ne prend pas vraiment en compte le caractère

urgent et l'ampleur de la catastrophe.

En plus les grandes puissances qui sont bien au courant de cette situation sont loin d'être gênées de

soutenir les régimes en place. Peu leur importe la situation des populations de ces pays tant que les dirigeants au pouvoir se maintiennent en place, quels que soient les moyens qu'ils utilisent.

UGANDA

PROLIFERATION DE SECTES TUEUSES SUR FOND DE DETRESSE

Un millier de personnes ou plus dont une grande partie d'enfants en bas âge ont été assassinés à travers de sortes de cérémonies religieuses macabres en Ouganda. La liste n'est malheureusement pas close car il ne se passe pas de semaines sans que les autorités ne découvrent de nouveaux charniers dans les décombres des églises incendiées par les "prophètes" avant qu'eux-mêmes n'aient pris la fuite. Ils se sont volatilisés mais pas avec les mains vides, puisque les gens qu'ils avaient réussi à enrôler avaient été dépossédés au préalable de leurs biens personnels. Les organisateurs de ces massacres à grande échelle sont des dirigeants d'une secte appelée "Mouvement pour la Restauration des dix commandements de dieu".

Cette secte n'est pas un cas unique dans cette région de l'Afrique. De nombreuses "Nouvelles Eglises" ont surgi à foison au Rwanda, au lendemain du génocide, ainsi que dans les deux Congo. Les populations de cette région sont particulièrement touchées par les événements politiques sanglants dans lesquels les ont plongées les bandes armées qui s'entre-déchirent pour le pouvoir.

Il en va de même en Sierra Leone et au Nigéria tous deux théâtres de guerre civile fratricide.

Mais au-delà de ces pays particulièrement touchés, les phénomènes de montée religieuse

connaissent incontestablement un développement important sur le reste du continent et cela depuis ces deux dernières décennies. Ces années correspondent en gros à la période de crise économique qui frappe inexorablement le continent africain. Des milliers de gens ont basculé durant cette période dans une misère effroyable et dans une situation de détresse physique et morale atroce. C'est cette situation perçue comme étant sans issue, qui est intenable pour l'immense majorité des populations car elles ne savent plus que faire ni où aller pour échapper à l'enfer qu'elles vivent quotidiennement. C'est cela qui fait l'affaire des sectes religieuses.

L'Afrique est devenue dit-on un continent sinistré. Mais cette constatation n'a rien à voir avec une quelconque fatalité ni à des catastrophes météorologiques. Les malheurs de l'Afrique sont dus à ce système économique dément qu'est le capitalisme. C'est un système qui est incapable d'organiser de manière rationnelle les richesses colossales produites de nos jours partout dans le monde et auxquelles les populations du continent africain ont droit. Ce n'est qu'avec la mise en place d'un nouveau système, cette fois basé sur la fraternité et la satisfaction des besoins de tous que les êtres humains pourront avoir d'autres choix que celui de tomber dans les griffes des marchands de paradis après la mort que sont les églises et les mosquées.

LE MARIAGE FORCE UNE PRATIQUE BARBARE

Une jeune fille malienne ayant fui la maison familiale d'Aulnay pour échapper à un mariage forcé concocté, à son insu par ses parents avec son cousin demeuré au Mali, vit depuis dans une famille d'accueil. Un jour elle a été enlevée par les siens qui s'apprêtaient à l'envoyer de force au pays rejoindre ce mari. La police alertée, a pu faire échouer ce projet scandaleux.

Pour un mariage forcé qui, heureusement n'a pas abouti, combien d'autres se font clandestinement, loin des oreilles indiscrètes? Des filles sont obligées de vivre avec un mari imposé par leur famille.

En Afrique, c'est une pratique rétrograde ancrée dans la société. Les mariages ne sont pas l'affaire du couple mais celle des parents. Les démarches, les fiançailles sont entreprises en dehors des intéressés. Quand tout est arrangé, c'est alors que l'on contacte la fille pour lui dire: "On t'a choisi tel mari; c'est pour ton bien". Au garçon: "Voici ton épouse, c'est la fille d'un tel".

A des milliers de kilomètres de l'Afrique, cette pratique moyenâgeuse se perpétue à travers l'immigration. D'autant plus que la

plupart des travailleurs immigrés viennent des villages où cette pratique demeure encore vivace. Heureusement, de plus en plus de filles, surtout celles des villes ou qui vont à l'école, se révoltent contre ces mariages forcés et refusent d'obéir à leurs familles. En Afrique comme ici dans l'immigration, des associations contre le mariage forcé se créent; elles montrent le drame qu'engendre ce genre de mariage: déchirement de la cellule familiale, divorces multiples, scolarités délaissées, dépressions, suicides, etc. Par leurs actions, ces associations protègent les victimes et assurent leur défense dans la mesure de leurs moyens.

Bien sûr les jeunes filles africaines en détresse, la "deuxième génération " comme on les appelle, ont raison de frapper aux portes de ces associations.

Si en Afrique les organisations des femmes pour la défense de leurs droits sont encore balbutiantes, en France, c'est une tradition. Mais ces luttes pour la reconnaissance de leurs droits sont loin d'être terminées car il leur reste encore d'autres droits à conquérir, en particulier l'égalité des droits entre hommes et femmes.

TUNISIE

MORT DE BOURGUIBA

Bourguiba, le premier président de la Tunisie indépendante est mort le 6 avril dernier dans sa résidence de la ville de Monastir. Il se disait être un ami de la France. D'ailleurs les différents chefs d'Etat français successifs, de De Gaulle à Chirac en passant par Giscard et Mitterrand n'ont jamais tari d'éloges à l'égard de sa personne et de son régime y compris dans les moments où il se livrait à une répression parfois impitoyable envers la population pauvre.

Un peu d'histoire : à partir de 1882, la France déclare la Tunisie protectorat français. Contrairement à d'autres pays colonisés par la France, le Bey souverain féodal de la Tunisie fut maintenu. Mais les colonisateurs installèrent parallèlement leur administration et leur armée.

Après la première guerre mondiale, des jeunes Tunisiens issus des classes privilégiées se regroupèrent autour d'un parti politique : le Destour. Ce parti

réclamait pour les ressortissants de ce pays le droit d'accéder à des postes de responsabilité dans l'administration coloniale.

Par la suite une petite bourgeoisie plus radicale et nationaliste ne se reconnaissait pas dans ces objectifs modérés. Bourguiba, ce jeune avocat formé à Paris, créa en 1934 le Néo-Destour et réussit à cristalliser la contestation autour de sa personne et de son parti. Les événements de 1936 en France ont suscité un certain espoir pour les peuples colonisés de l'Afrique du Nord. Cet espoir fut vite déçu car les dirigeants du gouvernement du Front Populaire réprimèrent les grèves ouvrières de 1937 en Tunisie. Les chefs du Néo-Destour étaient arrêtés.

Au lendemain de la 2ème guerre mondiale, des luttes anti-colonialistes se sont développées dans la plupart des colonies. Après l'Indochine, l'Algérie et le Maroc étaient secoués.

Ne pouvant pas mener une guerre coloniale sur plusieurs fronts, le gouvernement français dut se résoudre à accepter l'indépendance de la Tunisie. Il trouva en la personne de Habib Bourguiba un interlocuteur lui offrant toutes les garanties. Pour les impérialistes, ce dirigeant avait l'avantage de bénéficier d'un certain prestige susceptible de faire accepter à la population la continuité dans le pillage impérialiste. C'est ainsi que la Tunisie fut indépendante en mars 1957, sous la direction de Bourguiba qui ne lâcha le pouvoir qu'à l'issue de sa destitution près de 30 ans après.

Bourguiba s'était fait proclamer président à vie. Il ne pouvait supporter aucune critique et faisait emprisonner tous ceux qui le contestaient y compris certains de ses amis comme Salah Ben Youssef qui s'opposait à lui dans les années 1975 au nom de l'arabisme et de l'anti-colonialisme.

En 1978, à la suite d'une augmentation brutale du prix des

produits alimentaires de base, des mouvements de grève se répandirent dans plusieurs villes. Malgré la répression féroce contre ces mouvements, un début d'insurrection se fit jour dans la ville ouvrière de Gafsa quelques temps plus tard. Pour justifier le massacre et la parodie de procès qui s'en suivit pour les survivants, le régime de Bourguiba les présenta comme un commando venu de Libye. Les dirigeants de l'impérialisme français en profitèrent pour affirmer de façon spectaculaire leur soutien au régime de Bourguiba. Une aide militaire fut acheminée et trois navires de guerre croisèrent au large de la Tunisie.

Depuis cette période la situation des classes pauvres ne cessa de se dégrader. Des émeutes de la faim ont eu lieu à plusieurs reprises à la suite de la diminution de la subvention gouvernementale sur le prix du pain. Bourguiba lâcha du lest en accordant la reconnaissance de certains partis politiques, mais en maintenant par ailleurs son joug féroce contre les émeutiers. Il fut destitué en novembre 1987 par l'actuel président Ben Ali qui était à l'époque son premier ministre. Le régime de ce dernier n'a rien à envier à celui de son prédécesseur. La répression toujours présente et l'absence de liberté continue comme auparavant et cela bien que le régime se réclame démocratique. Depuis le début du mois d'avril le journaliste tunisien Taoufik Ben Brik a entamé une grève de la faim pour protester contre la répression et les harcèlements dont lui ainsi que bien d'autres sont victimes. Les dirigeants des grandes puissances se taisent pour ne pas gêner leur ami Ben Ali qui, à la suite de Bourguiba, assure pour leurs investisseurs de somptueux bénéfices. Pendant ce temps la majorité de la population vit dans la misère et le dénuement et cela à deux pas des hôtels de luxe et des palaces pour touristes en provenance des pays riches.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.